



SYNDICAT DES IMPOTS DE CORSE DU SUD SNADGI-CGT

AJACCIO, le 02/10/2009

DECLARATION LIMINAIRE AU CTPD DU 02/10/2009

La fusion entre les directions des impôts et de la comptabilité est en marche. La CGT, comme d'autres organisations syndicales, s'est toujours opposée à cette contre-réforme, faisant fi d'un acquis important de 1789 : la séparation de l'ordonnateur et du comptable, seule garantie réelle de l'indépendance dans leurs missions des fonctionnaires des administrations des finances. Malheureusement, nous n'avons pas réussi à faire reculer le gouvernement et la DGFIP est née.

Aujourd'hui, de nombreuses inquiétudes naissent de cette fusion. Et notamment concernant les conditions de la création des SIP. A Ajaccio, il est prévu que celui-ci devra être implanté en 2011 dans les locaux du Parc Cunéo d'Ornano : c'est une ineptie. En effet, ce site est déjà passablement inopérant pour le bon exercice de nos missions fiscales de service public. Alors qu'en sera-t-il demain avec la venue de nouveaux agents, de nouvelles missions et de centaines de contribuables supplémentaires chaque jour ?

La mobilisation incessante des syndicats CGT des Impôts et du Trésor commence à payer : de plus en plus de responsables politiques de Corse du Sud s'inquiètent également du sort réservé à la population de la CAPA si le SIP s'installe ici.

A ce titre, le 1er adjoint au maire, Paul-Antoine LUCIANI, en charge de l'urbanisme, a reconnu le bien-fondé de notre opposition le 1^{er} juillet 2009 lorsqu'il a reçu notre délégation en Mairie. Il s'est engagé à demander au député-maire Simon RENUCCI d'intervenir en tant que député avec une question orale à l'Assemblée Nationale.

Il s'est par ailleurs engagé au nom de son groupe (PC), à présenter une motion à l'Assemblée de Corse, motion qui si elle est acceptée sera dirigée chez le Préfet.

Il s'est également engagé à nous tenir au courant de ses recherches concernant un emplacement possible pour les locaux du SIP.

Tout l'été, nous avons multiplié les demandes d'audience auprès du Préfet, qui nous a apporté une fin de non recevoir.

Cette semaine, le 30/09/2009, notre délégation s'est rendue au Conseil Général de Corse du Sud, et a été reçu par M. Christian ISTRIA, directeur du cabinet du Président du Conseil Général, absent cette semaine, M. Jean-Jacques PANUNZI.

Il a reconnu que le choix de Cunéo était une folie, et selon ses propres termes, que « ce site est obsolète ». M. ISTRIA s'engage à ce que le Président du Conseil Général, M. PANUNZI, saisisse le Préfet car cela le concerne. D'ailleurs, il admet que cela les concerne tous : préfecture, mairie, conseil général, car ce choix peut générer très rapidement un trouble à l'ordre public avec des files d'attentes de plusieurs dizaines de personnes à l'extérieur de nos locaux, dans la résidence, et que cela ne devait pas arrivé. Sans compter, les embouteillages supplémentaires induits, rendant difficile d'accès les urgences de l'hôpital tout proche. Par ailleurs, dans quelques semaines, va être fermée au public la descente dite du Belvédère rendant le rare accès pédestre impossible.

Nous sommes désormais sur une piste sérieuse : les locaux des « anciens combattants », rue du Dr Dell Pellegrino. Ils seront libres en novembre 2011, avec une surface de bureau de 2 500 m², ascenseurs, accès handicapé, et parking. La CGT l'a visité ainsi que M. GALLARDON, venu de Paris, et qui est responsable de la sécurité : nous attendons avec impatience son rapport.

On le voit, le site de Cunéo n'est pas digne d'un service public moderne, accessible et sécurisant. La CGT et les personnels, qui ont largement manifesté leur opposition en signant à 75% notre pétition, ne l'accepteront pas.